ASSOCIATION DES HISTORIENS CONTEMPORANEISTES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Bulletin d'information n°12

(reconstitué en 2019 par Claire Lemercier sur la base des fichiers rtf de Noëlle Dauphin)

Mai 1995

SOMMAIRE

- Composition du bureau p. 2

- Annonce de l'Assemblée générale du 25 novembre 1995 p. 3

- Compte rendu de l'Assemblée générale du 26 novembre Î994 p.*4*

- Après-midi scientifique de 1994. :

François BEDARIDA : L'Histoire du temps présent p. 8

- Avis scientifiques....p. 12

COMPOSITION DU BUREAU DE L'ASSOCIATION

(depuis l'Assemblée générale du 7 novembre 1992)

BOURDELAIS Patrice, CNRS-EHESS

BRUNET Jean-Paul (ENS Ulm), Vice-président

CHADEAU Emmanuel (Lille III - Institut universitaire de France)

DAUPHIN Noëlle (Orléans)

DELMAS Bruno, (Ecole des Chartes)

EL GAMMAL Jean (Limoges), Trésorier

ENCREVE André (Caen)

FORCADE Olivier (ESM Saint-Cyr)

GUILLAUME Pierre (Bordeaux III), Président honoraire

LUC Jean-Noël (Poitiers)

NOUAILHAT Yves-Henri (Nantes), Secrétaire général

PREVOTAT Jacques (Paris XII)

DU REAU Elisabeth (Paris III), Vice-présidente

REY Marie-Pierre (Paris I)

SALY Pierre (Paris I)

SIRINELLI Jean-François (Lille ni), Président

ASSEMBLEE GENERALE 1995

L'Assemblée générale de l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche se tiendra le

samedi 25 novembre 1995
9, rue Malher, 75004 Paris.

ORDRE DU JOUR

9H 45 à 12H 30 : Problèmes professionnels

- Enseignement (1er, 2e et 3e cycle) - Recherche - Carrières et postes.
- Renouvellement du bureau [1].

14H 15 à 17H : Après-midi scientifique.

Thème général : Histoire et défense sous la présidence de E. du REAU et

de Y.H. NOUAILHAT.

Présentation générale : André MARTEL : de F histoire militaire à l'histoire

de la défense.

Général DELMAS : Archives et historiographie de la défense.

G. H. SOUTOU : Les questions de défense en Europe.

M. VAISSE : Le Centre d'études de l'histoire de la défense.

1. Les collègues qui souhaiteraient présenter leur candidature sont priés de la faire savoir au secrétaire général avant le 15 novembre :
M. Y. H. NOUAILHAT
61, rue Francis de Pressensé, 44000 Nantes.

COMPTE RENDU DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 26 NOVEMBRE 1994

La séance est ouverte par le président Jean-François Sirinelli.

Celui-ci évoque avec tristesse la disparition de notre président fondateur, le professeur Jean-Baptiste Duroselle.

Yves-Henri Nouaillhat fait part de l'organisation d'une journée d'étude en hommage à J. B. Duroselle organisée le samedi 17 décembre à l'Institut de France par l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines et invite tous les membres de l'Association des historiens contemporanéistes à y participer.

Monsieur Delmas, professeur d'histoire contemporaine à 1 'École des Chartes donne une information intéressant les étudiants d'histoire. Il existe quatre postes pour les étudiants possédant au moins la licence permettant une entrée au niveau de la deuxième année à l'École des chartes. La sélection se fait sur dossiers et après un entretien. L'inscription a lieu en janvier-février et l'examen des dossiers en mars-avril. L'entretien a lieu en juin.

Jean El Gammal présente le rapport financier. 200 adhérents ont cotisé en 1993-î 994 et 51 ont, au 25 novembre, renouvelé leur cotisation pour 1994-1995.

Pierre Saly fait part d'un projet d'annuaire des adhérents de l'Association. Un débat s'engage avec des interventions de A. Gueslin, P. Saly, J.-P. Brunet, S. Guillaume, J.-C. Allain, G. Dupuy, E. du Réau, F. Roth que l'on peut résumer de la manière suivante ; certains estiment qu'il faut se contenter d'y mettre les adhérents ; une majorité penche en faveur de la constitution d'un annuaire des contemporanéistes aussi complet que possible (avec indication de l'appartenance à l'Association), l'accord des intéressé étant, bien entendu, nécessaire. Les correspondants de l'Association dans les universités pourraient contacter l'ensemble des collègues.

L'annuaire sera envoyé à tous les adhérents. Des suggestions pour la conception de cet annuaire pourront être envoyées à P. Saly ou à Jean EL Gammal.

La partie principale de la matinée est occupée par un débat général sur un certain nombre de questions intéressant le présent et l'avenir de notre « corporation ».

- Le CNU

J.F. Sirinelli rappelle le décalage de quinze jour des dates de dépôt des dossiers de candidatures aux listes, par rapport aux années précédentes, d'habilitation et des réunions des commissions du CNU décidé par le Ministère.

Il semble que la commission de la 21e-22e section aura à examiner environ 400 dossiers de qualifications pour l'histoire moderne et contemporaine (330 dossiers pour la liste d'habilitation aux fonctions de maître de conférences, 70 pour la liste d'habilitation aux fonctions de professeur).

Un débat s'engage ensuite sur la réforme du CNU qui interviendra pour 1995-1996.

Le nouveau système sera, semble-t-il, celui préconisé par le rapport Quénet :

- choix de 5 candidats par les commissions de spécialistes des Universités pour chaque poste à pourvoir,
- examen de cette liste par le CNU avec éventuelle élimination de certains noms,
- choix final par les commissions de spécialistes des Universités.

- Le CNRS

Pierre Guillaume évoque les problèmes financiers (déficit de 400 millions de francs) qui ont amené les responsables du CNRS à faire coïncider engagement des dépenses et autorisation de programmes, ce qui n'était pas le cas auparavant. Des collègues donnent leur témoignage sur les conséquences de ces décisions (M. Encrevé).

-IUFM

Yves-Marie Hilaire déplore le fait que les étudiants qui sont entrés à l'IUFM de Lille ne préparent plus la maîtrise et se présentent le plus vite possible au CAPES.

De plus, les enseignants universitaires sont exclus des Conseils d'administration des IUFM, ce qui est inadmissible.

- DEA. Allocation de recherche. Allocataires moniteurs normaliens. Habilitation.

Elisabeth du Réau et Pierre Guillaume se disent préoccupés par l'avenir des DEA, suite à la campagne en vue des nouvelles habilitations et soulignent l'opposition entre :

• la politique de regroupement pluridisciplinaire renforcée

• la politique de regroupement thématique multi-sceaux à Paris. A. Gueslin déplore la diminution des allocations de recherche. En outre, il serait souhaitable de connaître dès le mois de mars le nombre de ces allocations.

Louis Dupeux souhaite qu'une année sabbatique puisse être accordée aux jeunes agrégés préparant une thèse.

J.F. Sirinelli estime que le fait de ne connaître les postes d'ATER qu'en juillet est regrettable. En ce qui concerne les habilitations, il observe que les règles devraient être les mêmes pour tous et connues de tous, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Jean-Paul Brunet estime qu'il faut respecter au moins un délai de 18 mois après la soutenance de la thèse et éviter les dérives.

La séance de l'après-midi a été consacrée à deux communications :

- celle de M. François Bédarida sur « L'histoire du temps présent »
- celle de M. Yves Lequin sur « L'histoire sociale ».

Yves-Henri Nouailhat
Secrétaire général

Membre présents à P Assemblée générale :

Matin

Jean-Claude ALLAIN, Jean-Paul BARRIERE, Paul BERNOT, Marie-Thérèse BITSCH, Jean-Paul BRUNET, Nathalie CARRE DE MALBERG, Alain CORBIN, Noëlle DAUPHIN, Louis DUPEUX, Sabine DULLIN, Anne DULPHY, Elisabeth du REAU, Jean EL GAMMAL, André ENCREVE, Olivier FORCADE, Céline GERVAIS FRANCELLE, Franck GEORGI, Jacques GIRAULT, Sylvie GUILLAUME, Pierre GUILLAUME, André GUESLIN, Brunot HAMARD, Yves-Marie HILAIRE, Bernard LACH AISE, Gilles LE BEGUEC, Michel LEYM ARIE, Pierre LEVEQUE, Jean-Noël LUC, Michel MARGAIRAZ, Christine MANIGAND, Jean-Luc MAYAUD, Chantai METZGER, Jean-Yves MOLLIER, Yves-Henri NOUAILHAT, Catherine POMEYROLS, Jacques PORTES, Marie-Pierre REY, François ROTH, Pierre SALY, Jean-François SIRINELLI, Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, Christophe VERNEUIL, Philippe VIAL, Cécile VRAIN.

Après-midi

Jean-Paul BARRIERE, Jean-Paul BRUNET, Nathalie CARRE DE MALBERG, Noëlle DAUPHIN, Louis, DUPEUX, Jean EL GAMMAL, André ENCREVE, Olivier FORCADE, Jocelyne GEORGE, Sylvie GUILLAUME, Pierre GUILLAUME, Ronald HUBSCHER, Sandrine KOTT, Pierre LEVEQUE, Michel MARGAIRAZ, Jean-Luc MAYAUD, Yves-Henri NOU AILH AT, Michel LEYMARIE, Yves LEQUIN, Catherine OMNEs, Jacques PORTES, Henri ROUSSO, Pierre SALY, Jean-François SIRINELLI, Danielle TARTAKOWSKI, Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, Nadine VIVIER, Jean-Marie WISCART.

HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale l'histoire la plus contemporaine était regardée avec suspicion. On continuait d'être tributaire de la ligne de partage tracée au XIXe siècle sous l'influence de l'école positiviste, et institutionnalisée depuis lors, entre l'histoire du temps présent et l'histoire tout court, alors que pendant des siècles avait prévalu une consubstantialité entre l'une et l'autre. La corporation des historiens, avec ses règles, ses canons et ses méthodes de travail, restait fidèle à l'enseignement des maîtres du siècle précédent.

Deux objections classiques, en effet, régnaient alors sans partage pour prévenir toute tentation de lecture scientifique du passé proche : la carence des sources, l'absence de recul. Sur le plan des sources — réduites selon les normes en vigueur aux documents écrits —, il était exact que les archives publiques étaient la plupart du temps fermées. Quant à la sacro-sainte notion de « recul », elle apparaissait comme le signe et le garant indispensable de l'objectivité. D'autant qu'un autre piège guettait le téméraire qui se serait aventuré vers les sables mouvants du présent : l'implication personnelle de l'historien dans son travail, ce qui lui faisait ainsi courir le risque d'être le jouet des préjugés, des appétits et des passions.

De là la division du travail communément admise : à l'historien *l'*investigation savante, patiente et en profondeur sur le passé, au journaliste le champ de connaissance ondoyant de l'immédiateté. Au second de collationner l'information, de la disséquer, de l'ordonner, mais sans être en mesure de soumettre l'enchaînement des événements à une véritable analyse critique et encore moins à une grille d'interprétation, comme sait le faire le premier.

Il convient aussi de faire leur part à des raisons conjoncturelles qui ont contribué à brider toute tentative pour restituer au présent ses droits dans la production historique. D'une part les *Annales* d'après-guerre, devenues le phare de l'historiographie française, n'ont manifesté, à la différence des *Annales d'histoire économique et sociale* des années trente, qu'indifférence à l'endroit de l'histoire contemporaine. D'autre part, sur le front de la recherche, c'est indéniablement l'histoire moderne qui a tenu la vedette au cours des années cinquante et soixante. C'est îà qu'ont eu lieu les percées méthodologiques majeures, c'est là qu'a fleuri le plus l'innovation, c'est là qu'ont brillé les plus grands noms (même si Pierre Renouvin continuait de régner sur l'histoire contemporaine et si les figures d'Henri Marrou, de

Georges Duby ou de Jacques Le Goff contribuaient à l'éclat de l'histoire ancienne et médiévale).

Pourtant, même en ces temps dfavorables à la recherche sur le contemporain, on a observé ici ou là des avancées porteuses d'avenir. D'abord on doit rappeler l'insistance avec laquelle Marc Bloch et Lucien Febvre se sont faits de concert les apôtres de la dialectique passé/présent — sans guère être écoutés d'ailleurs par leurs disciples d'après-guerre, en dépit de l'admirable démonstration d'analyse du temps présent donnée par Marc Bloch dans *L'étrange défaite*, rédigée quelques mois à peine après l'événement. « Comprendre le présent par le passé et aussi et surtout le passé par le présent », voilà la première leçon que Febvre tire de *l'Apologie pour l'histoire* dans le compte rendu qu'il consacre à l'ouvrage, tandis que pour sa part Marc Bloch y jugeait « vain de s'épuiser à comprendre le passé si l'on ne sait rien du présent ». D'où la fécondité de la méthode régressive en histoire, « à rebours », selon la formule de Maitland.

Signe encore timide de réappropriation du champ du présent : la création immédiatement après la Libération, à l'automne 1944, sous l'impulsion du médiéviste Edouard Perroy et de l'archiviste Georges Bourgin, de la Commission d'Histoire de l'Ocupation et de la Libération de la France (CHOLF), organisme pionnier puisque chargé de recueillir le maximum possible de témoignages (c'est-à-dire d'archives orales) sur une période aussi proche que brûlante, et qui se transformera en 1951 en Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale (dont Lucien Febvre sera président jusqu'à sa mort).

Tout change avec les année soixante-dix. En effet, se produit alors un véritable tournant épistémologique. Dans une société française questionnée sur son devenir et devant faire face au défi de F identité nationale au milieu des mutations du présent, la tentation est forte de partir à la recherche de ses racines, ce qui redonne faveur et vigueur à la connaissance historique, en particulier à celle du passé le plus proche. De là l'engouement pour les notions de mémoire et de patrimoine. A quoi s'ajoutent la « mode rétro », l'intérêt pour le folklore, et, sur un plan plus scientifique, l'attirance pour l'ethnologie, au moment même où cette dernière se tourne, comme sa nouvelle alliée, l'histoire, vers les « sociétés chaudes » plutôt que les « sociétés froides ».

En second lieu, parmi les retombées de mai soixante-huit, la réhabilitation de l'événement a joué un rôle décisif dans la petite révolution intellectuelle qui a réintégré le temps présent au territoire de l'historien. Car au cours du procès fait aux dérives d'une histoire « événementielle »

réduite à une chronique descriptive, et avant tout politique, on avait par trop malmené l'événement, et par là le temps court, ce temps des faits singuliers. Dans une telle lecture de F histoire la permanence l'emportait à tout coup sur le changement. Or l'irruption de l'événement avait montré combien réductrice pouvait être une telle approche, à force de privilégier le sériel et le continu au détriment des ruptures et des discontinuités. Quant au problème de la durée, par-delà les querelles sur une soi-disant antinomie entre temporalité longue et temporalité courte, c'est une évidence que le temps présent — qui est par la force des choses un temps court, mais s'inscrivant dans un temps long— n'est pas sans englober une certaine durée.

Si l'on en vient maintenant à la manière dont ce changement de paradigme a trouvé place dans les structures de la recherche et dans les institutions scientifiques, trois opérations majeures, et plus ou moins concomitantes, sont à mettre en évidence, conduites respectivement par le CNRS, les Archives de France et le ministère de l'Éducation nationale, autrement dit dans le domaine de la recherche, des sources et de l'enseignement. Première initative : la création en 1978 de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, « laboratoire » du CNRS chargé de servir de pôle de développement et de réflexion en multipliant les travaux et les enquêtes sur l'histoire des quarante dernières années, à savoir de la Seconde Guerre mondiale à la Fin des années 70 — un champ qui depuis lors s'est bien sûr allongé au fil des années.

Autre innovation :1a loi d'archives de 1979, qui réglemente de façon libérale l'accès aux documents, en réduisant en moyenne de 50 à 30 ans le délai de consultation et en prévoyant, le cas échéant, des dérogations. Au même moment le concept d'archives s'élargissait considérablement, puisqu'il englobait, à côté de l'écrit, les archives orales, l'image fixe et le film, le cinéma et la télévision, les données informatiques — tous développements fastes pour la recherche sur le temps présent.

Enfin, sur le plan de l'enseignement, la réforme des programmes d'histoire de l'enseignement secondaire en 1982 a introduit l'histoire du second xxe siècle en classe de terminale : ce qui concerne chaque année des centaines de milliers déjeunes Français et ne laisse pas de stimuler chez eux la réflexion sur la relation entre leur présent et le passé immédiat dont ils sont les héritiers. Bref, dans un pays où, quoiqu'on en dise, la culture historique continue de marquer en profondeur la culture tout court, la corrélation est évidente entre histoire du temps présent, demande sociale et diffusion du savoir.

On ne saurait donc plus parler à l'heure actuelle, comme le déplorait

naguère Pierre Nora, d'« une histoire sans objet, sans statut et sans définition ». Certes il a fallu vaincre des préjugés, surmonter ici ou là le scepticisme ambiant, faire la preuve que l'histoire du temps présent, loin de verser dans le journalisme, savait allier exigence de rigueur et esprit d'innovation. Mais, une fois la dynamique lancée, le retour à la dialectique passé/présent s'avérait fécond. Il faut dire que le mouvement était porté par la conjoncture. Un besoin croissant d'intelligilité du monde actuel, une demande sociale forte, l'entrecroisement des enjeux scientifiques et des enjeux nationaux dans l'analyse de la France contemporaine : autant de facteurs qui stimulaient la recherche.

Malgré tout, autant la réintégration de plein droit et à part entière du présent dans le champ historique a pu conduire à des renouvellements féconds en termes d'épistémologie, autant le danger est grand de se laisser griser par *l'hubris.* Ici, en effet, on glisse d'autant plus vite vers les tentations hégémoniques que sur le plan de l'enseignement, de la production livresque, des média et du public l'histoire contemporaine détient sans conteste la part du lion. Rien de surcroît ne serait pire que de tomber dans une conception réductrice de l'histoire consistant à borner la recherche à des objets en relation avec l'immédiat, alors qu'il y a dans le passé, proche ou distant, tant de richesses virtuelles, même si certaines de ces données ne trouvent que peu d'écho ou de référence dans le monde d'aujourd'hui.

François BEDARIDA

AVIS SCIENTIFIQUES

Colloque international *L'esprit des lieux XVIIIe-XXe siècles,* Grenoble 28-30 septembre 1995.

Le colloque s'efforcera d'apporter des éléments de réponses, et suggérer des pistes de réflexions, plutôt que de prétendre à une improbable exhaustivité. Ii entend mettre, en somme, le patrimoine à l'épreuve de l'histoire —particulièrement en étudiant les effets de *seuil* que l'on peut repérer dans ses figures successives. D'ores et déjà, on peut avancer que s'interroger sur l'histoire du patrimoine, c'est évoquer à la fois une administration de la conservation, des stratégies identitaires liées à la revendication d'une authenticité, enfin des pratiques de mémoire. Ces trois termes, dans leurs différentes configurations, dessinent les représentations conjointes de lieux et d'histoire(s).

Contact : Dominique Poulot, professeur d'histoire moderne UFR des sciences humaines, Université Pierre Mendès France, BP 25F, 38040 Grenoble cedex.

Colloque *Les débuts de l'école républicaine,* université de Lille III,23-25 novembre, URA-CNRS 1020, Université de Lille III, BP 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

Contact : N. Malle-Grain, T. 20 33 63 20, fax 20 33 63 61